

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Zanon-usine-autogeree-argentine-Nous-produisons-d-ores-et-deja-sans-risque-d-e-faillite>

Zanon, usine autogérée argentine : "Nous produisons d'ores et déjà sans risque de faillite"

- Argentine - Économie - Récupérées -
Date de mise en ligne : mercredi 21 janvier 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Interview d'un représentant des ouvriers de l'usine autogérée de Zanon

Par **Adriana Meyer**

[Página 12](#), 8 de diciembre del 2003

Au mois d'octobre 2003, les travailleurs de l'usine Zanon - usine de céramique sise à Neuquén (au sud-ouest de l'Argentine) - fêtait le deuxième anniversaire de l'occupation de l'usine et les 20 premiers mois de sa remise en marche sous leur contrôle. Raul Godoy, le secrétaire général des céramistes de la province de Neuquén, raconte dans ce remarquable entretien comment les salariés ont instauré un fonctionnement démocratique. L'usine marche et fait des profits car la demande dans le secteur de la construction (plus spécifiquement dans celui des carreaux de faïence vernissée, catelles) est restée relativement importante et a même augmenté au cours de la dernière période.

Cette expérience d'occupation et de gestion d'entreprise est assez exceptionnelle. La majeure partie des quelque 110 entreprises occupées en Argentine connaissent une situation économique bien plus difficile et ne disposent, dès lors, pas de la marge de manoeuvre qu'ont les travailleurs de la Zanon. De plus, comme dans l'usine textile Brukmann de Buenos Aires, la présence de militants et militantes politiques a joué un rôle dans la stabilisation du projet ou, comme à Brukmann, la récupération de l'usine après en avoir été chassés. Le 3 décembre, vers 20h30, un commando a fait irruption dans l'usine Zanon, armes à la main. Ils ont immobilisé les travailleurs du secteur de la vente et de la sécurité. Ils ont ouvert le coffre et se sont emparés de 32'000 pesos en chèques et en argent. Et ils ont frappé brutalement des travailleurs et travailleuses (voir ce que Raul Godoy dit de la politique d'intimidation qui s'accroît).

En outre, il n'est pas rare que dans des entreprises occupées, qui ont redémarré grâce à une relance du marché intérieur suscitée par la diminution de la capacité d'acheter des biens importés (à cause de la réduction du pouvoir d'achat de ce type de bien dû à la dévaluation du peso), des patrons revendiquent à nouveau l'usine dont ils ont été, disent-ils, expropriés, alors qu'ils l'avaient quittée pour ne pas affronter une faillite et ses conséquences potentielles pour eux.

Si une légère reprise existe en Argentine, entre autres dans le secteur agricole et le tourisme, le taux de chômage est fort élevé. Grâce à une fuite de l'Institut de statistique de Santa Fe, fin décembre 2003 (voir Pagina 12, 20.12.2003), il a été prouvé que le chômage effectif au troisième trimestre 2003 s'élevait à 16,3% de la population active, alors que le gouvernement ne l'a estimé qu'à 14,3%. En chiffres absolus, même en prenant le taux indiqué par le gouvernement, on arrive au total suivant : 2,75 millions de chômeurs et chômeuses "officiels", auxquels s'ajoutent 870'000 personnes dépendant des plans dits de chefs et cheffes de famille, qui ne sont pas enregistrés pas enregistrés comme chômeurs ou chômeuses. Le total atteint 3,6 millions. Le sous-emploi (c'est-à-dire l'ensemble des personnes qui survivent de petits boulots, est estimé à un minimum de 2,8 millions.

Cela donne quelques indications sur la dimension persistante de ladite crise de l'emploi en Argentine, qui va de pair avec un processus de paupérisation prolongé. Cela permet d'éclairer aussi une partie de l'entretien de Raul Godoy, qui insiste sur le lien entre l'occupation de la Zanon et la politique des travailleurs en direction de la population. (CAU, A l'Encontre.org)

Adriana Meyer : Quelle est votre formation ?

- **Raul Godoy** : Ma mère était membre de l'Eglise catholique, qui occupait une place particulière ici à cause de la présence de Jaime de Nevaes (évêque de Neuquén qui s'est engagé pour la défense des droits de l'homme face à

la dictature, et dont la biographie a fait l'objet d'un film en 1995). Il arrivait fréquemment que les syndicalistes se réfugient à l'évêché.

Ma mère nous a envoyés à l'école paroissiale, et ensuite j'ai fait l'école secondaire dans la filière commerciale. J'allais à l'école le matin, et l'après-midi je travaillais dans la ferme d'un horticulteur. Lorsque j'ai reçu mon diplôme, la grand-mère de la ferme m'a donné la possibilité d'aller étudier la médecine à La Plata [aujourd'hui une ville de 700'000 habitants]. Après deux ans là-bas, j'ai été pris au piège dans l'hyperinflation qui a sévi sous Alfonsín [président de l'Argentine de décembre 1983 à juin 1989, membre du Parti radical], ce qui m'a plongé dans une grande crise. J'ai travaillé à La Plata pendant deux ans, avant de rentrer avec mon épouse et les filles. A cette époque il y avait beaucoup de licenciements, et toute ma famille était ici. Grâce à mon beau-frère, j'ai pu entrer à Zanon. J'ai vu que du point de vue politique je pourrais y développer mes idées.

Et votre formation idéologique ?

- ▶ Quand j'étais jeune, j'ai fait du travail communautaire ici à Neuquén, jusqu'à ce que j'apprenne quel avait été le rôle de l'Eglise en tant qu'institution pendant la dictature, ce qui a provoqué chez moi une crise. Je suis alors entré dans le Mouvement vers le socialisme (Movimiento al Socialismo - MAS - courant dont le porte-parole durant longtemps a été Nahuel Moreno), avec cette idée que "Dieu est le chemin, mais Marx est le raccourci"... (Rires.)

Je me définis comme un marxiste et je considère que Léon Trotski en est la continuation à notre époque, parce qu'il a pu défendre ses idées jusqu'au bout, à la différence d'autres courants qui ont fini par commettre des atrocités au nom de Marx. Mais à côté des lectures, il y a eu le choc avec la réalité. Lorsque nous nous allions chercher du bois à la scierie comme enfants, nous rencontrions les contremaîtres et les patrons qui exploitaient ma famille et qui ensuite se donnaient des accolades avec le curé à l'Eglise, et cela me dégoûtait.

Pourquoi avez-vous écrit que Zanon a été pour vous l'expérience la plus importante ?

- ▶ Je dis souvent que ce que j'ai fait de plus révolutionnaire dans l'usine, ça a été de me taire durant deux ans, quand il y avait de la persécution, de continuer à faire un travail quotidien avec mes camarades, puis de manger une grillade ou de jouer au foot avec eux en dehors de l'usine, car c'est là que nous avons commencé à nous organiser. C'était un travail clandestin.

Comment s'articule votre militantisme partisan actuel dans le Parti des travailleurs socialistes (PTS) - un courant issu de l'explosion du MAS au début des années 1990 - avec votre militantisme syndical dans l'entreprise ?

- ▶ Nous ne mettons pas le parti [PTS, qui joue aussi un rôle important à la Brukman] avant les problèmes (au travail). Nous essayons de développer des organes d'autodétermination des travailleurs, et nous nous intégrons comme faisant partie de ces organes, nous y apportons des idées et des propositions, mais sans prétendre en être les détenteurs exclusifs. Lorsque nous avons commencé à gagner des positions dans la commission interne, la bureaucratie syndicale [liée au parti péroniste] a fait une campagne d'affichage dans l'usine, et mon nom apparaissait à côté de la faucille et du marteau, pour suggérer que c'était une dictature de la gauche qui menaçait.

Mais les camarades ont compris que je n'ai jamais caché mes idées. Notre pratique consiste à respecter les décisions de l'assemblée. Il est connu publiquement que j'ai perdu davantage de motions lors de votes que je n'en ai gagné. Nous sommes une minorité dans la direction, nous avons apporté ce que nous pouvions, et l'ensemble des camarades ont confiance lorsqu'ils reprennent une idée.

Comment était-ce à Zanon pendant vos premières années là-bas ?

- ▶ C'était un régime fasciste. Le rythme était terrible. Ils faisaient des contrats de six mois pour pouvoir laisser dehors les camarades qui avaient montré qu'ils avaient une réflexion critique. Durant les premiers six mois, je n'ai pas eu de congé, je travaillais de six heures du matin à dix heures du soir sur la chaîne de production automatisée.

C'étaient des années très dures, je rêvais souvent la nuit de céramiques...

Comment l'organisation s'est-elle mise en place dans cette usine ?

- ▶ Cela a commencé avec des discussions individuelles entre camarades, au cours desquelles on se découvrait peu à peu. Cela se passait par exemple dans la cantine. Mais, dans l'usine, on était très contrôlés par les contremaîtres, et même par les gens du syndicat [syndicat officiel], et l'on risquait le licenciement. C'est la raison pour laquelle nous avons commencé à nous rencontrer en dehors. La première étape a consisté à gagner la commission d'entreprise. Mais avant de s'y résoudre, la direction a licencié 30 ouvriers qui avaient participé à une liste d'opposition. Au dernier moment, nous avons présenté la liste, après avoir longuement discuté parmi les huit qui allions postuler. La question était de savoir si c'était pour faire la même chose que la structure traditionnelle et nous limiter à proposer une réforme de fonctionnement, ou si nous allions avec l'intention d'aller au bout, et nous présenter à l'assemblée en changeant totalement la pratique. Ce n'est que dans ce dernier cas que cela valait la peine de faire la bataille.

Actuellement, quels sont les rapports avec le mouvement des piqueteros [des chômeurs et chômeuses-travailleurs qui a commencé à se développer dans la seconde moitié des années 1990] ?

- ▶ Depuis le début à Cutral Co (allusion au moment où les travailleurs de l'usine de céramique Cerámica de Cutral Co - dans la province de Neuquén - sont entrés en grève) les camarades ont commencé à voir qu'il était possible de se battre. C'était l'époque de Cavallo [ministre de l'Economie] et de Menem [président de la république de 1989 à 1999], et c'était extrêmement dur. Nous avons repris des piqueteros la pratique des barrages routiers, et les camarades du MTD (Mouvement de travailleurs au chômage) ont commencé à s'adresser à la population des quartiers, à faire des tracts pour expliquer leur position. La Coordinadora del Alto Valle est née suite à une fusion [militants syndicaux, militants piqueteros].

Croyez-vous que les chômeurs soient un moteur de changement ?

- ▶ Nous considérons qu'ils font partie intégrante de la classe ouvrière et ils ont résisté durant des années. Ils ont même réussi à entraver les projets du gouvernement. Mais pour passer à quelque chose de plus offensif, il faut que les travailleurs des usines, des services, des banques, des entreprises pétrolières s'y mettent, car ils ont un rôle essentiel.

Pour revenir à Zanon, vous avez donc passé d'une situation où la bureaucratie syndicale présentait une liste unique au point où vous avez gagné l'élection interne avec un programme radical, qui posait des questions comme celle de la "démocratie ouvrière". Comment s'est déroulé ce processus ?

- ▶ Trotsky disait que la conscience n'est pas faite du même matériau que les voies de chemin de fer. Elle ne ressemble pas non plus à un escalier. Il peut tout à coup y avoir de brusques sauts en avant, comme ce fut le cas lors des événements du 19 et du 20 décembre 2001.

Notre premier triomphe a été de réussir à tenir une assemblée durant une demi-heure, et je crois que c'était la base, car ce genre d'assemblée était interdite. Les camarades se sont regardés les uns les autres, ils ont vu qu'ils étaient ensemble, et que l'usine était paralysée.

Comment avez-vous réussi à obtenir le soutien de la population de quartiers de Neuquén ?

- ▶ Cela a nécessité un gros travail. Nous n'avons jamais considéré la lutte syndicale comme une fin en soi, mais plutôt comme un moyen politique. Sans la communauté, on allait s'isoler. Lors du lock-out patronal, lorsque les Zanon [la famille] ont fermé l'usine, nous sommes restés en dehors pendant quatre à cinq mois, dans des tentes, parce que tous n'étaient pas convaincus qu'il fallait occuper l'usine et faire démarrer la production. Nous avons donc attendu patiemment que les conditions mûrissent et que les autres camarades prennent une décision.

C'est ainsi que, lorsque nous sommes entrés dans l'usine, c'était pleinement conscients que nous y entrions et que nous n'en sortirions pas. Pendant ce laps de temps, nous avons visité un quartier après l'autre, en échangeant les

tracts contre de la nourriture. C'est ainsi que nous avons pu traverser ces mois. Un dialogue s'est engagé avec la population. La commission de femmes a joué un rôle très important, elles utilisaient des termes moins durs, plus quotidiens.

Quel a été le moment le plus difficile ?

- ▶ Le jour de la répression, le 11 décembre 2001, quand nous avons tous reçu des télégrammes de licenciement. Le lendemain nous nous sommes mobilisés et nous sommes allés à la Maison du Gouvernement [de la province]. Il y avait beaucoup de colère. Là nous avons mis le feu aux télégrammes. Puis sont arrivés les véhicules policiers avec des lances à eau. Dix-neuf d'entre nous ont arrêtés, et il y a eu beaucoup de camarades blessés.

Ils ont voulu arrêter Domingo Parra, mais mes filles et les siennes se sont agrippées à lui. Une femme de la police civile les a visés avec un pistolet de 9 mm. Ensuite il y a eu des heures de persécution dans toute la ville contre les "chemises brunes", comme on nous appelle, nous autres les céramistes. Nous nous sommes réfugiés dans l'hôpital et dans des locaux syndicaux qui étaient encerclés par les policiers. Mais à six heures du soir, 4000 personnes descendaient de nouveau dans la rue.

Votre organisation syndicale est-elle différente de l'organisation traditionnelle ?

- ▶ Nous n'adhérons à aucune des centrales syndicales [trois centrales syndicales existent en Argentine, deux très officialistes péronistes - CGT officielle, CGT dissidente -, la troisième, la Centrale des travailleurs argentins (CTA), qui aujourd'hui soutient le péroniste Kirchner et n'est jamais sortie vraiment du giron péroniste]. Nous appelons à la démocratie directe, et nous avons décrété d'emblée qu'aucun camarade du syndicat n'allait être permanent, aucun d'entre nous n'est un syndicaliste de bureau, nous faisons tous du travail manuel et intellectuel. Les charges sont assumées à tour de rôle. Nous allons organiser un congrès syndical pour modifier les statuts, mais jusqu'à maintenant nous n'avons pas pu le faire à cause des urgences du conflit de Zanon.

Il faudra en outre changer la loi sur les associations syndicales, qui a été écrite et imposée par le gouvernement patronal, et qui est un moule à fabriquer des bureaucrates. On devrait faire comme c'était au début, lorsque les travailleurs payaient chaque mois la cotisation au délégué, lors d'une assemblée. De fait, c'est ainsi que cela se passe à la Zanon. On ne fait pas de division entre les syndiqués et les non-syndiqués, entre le personnel fixe et le personnel temporaire. On doit être unis pour mener une lutte sérieuse.

Quel a été le détonateur de l'affrontement ?

- ▶ Le décès, il y a trois ans, en 2000, du camarade Daniel Ferras, à l'âge de 21 ans. Il a eu une attaque au vestiaire lorsqu'il entrait dans l'usine, et l'infirmerie n'était pas en état de l'accueillir. À cette époque, l'entreprise se préparait à licencier 120 travailleurs. Il y avait un climat terrible, et le syndicat était encore aux mains de la bureaucratie. Cela a été la goutte qui a fait déborder le vase. Nous nous sommes réunis pour la veillée funèbre, et le lundi, après une assemblée, tout a été paralysé, On a rédigé un manifeste avec des revendications concernant la sécurité, l'hygiène, l'assistance médicale. On a exigé l'arrêt des menaces, des pressions et des licenciements.

Ce conflit a duré 9 jours, et il a été suffisamment puissant pour obliger le patronat à faire marche arrière, alors qu'il commençait déjà à appliquer son plan d'abandonner la fabrique. Mais il a dû ajourner ces projets. Ensuite, durant quelques années, il y a encore eu des grèves. On s'est aguerris et on a adopté un fonctionnement en assemblée. Les patrons n'ont jamais réussi à nous briser, malgré leurs campagnes et leurs tentatives, et à acheter les dirigeants.

L'assemblée a vidé un dirigeant qui avait reçu tout son salaire alors que nous autres n'avions rien touché. Et c'est ainsi qu'on a commencé à mettre une place des statuts donnant à l'assemblée le pouvoir de révoquer des camarades élus.

Pourquoi les Zanon voulaient-ils abandonner la fabrique ?

- ▶ Aujourd'hui les preuves ont été rendues publiques. Par exemple, l'une des banques qui devait théoriquement prêter de l'argent à Zanon pour améliorer la situation de la fabrique, et qui avait son siège dans les îles Caïmans [paradis fiscal], s'est retirée, au moment où les poursuites étaient engagées depuis deux ans pour récupérer des impayés. Cette banque aurait prêté plus de 10 millions [le peso équivalait alors à 1 dollar].

Il y a aussi les prêts que la province avait effectués aux Zanon, et qui se montaient à 10 millions supplémentaires. Les Zanon n'ont jamais présenté leur comptabilité, et n'ont jamais expliqué ce qu'ils ont fait de tout cet argent. Le seul argument qu'ils ont donné c'est qu'ils avaient dû rendre les ordinateurs à une entreprise qui les leur avait loués, et que suite à cela ils avaient perdu toutes les données.

Cela donne une idée de l'impunité dont jouissait ce groupe favorable à Menem, et qui a également participé à la privatisation de Aerolineas [la compagnie nationale d'aviation qui a été vendue pour une bouchée de pain]. Les Zanon ont affirmé que l'entreprise ne pouvait être viable qu'avec 60 ouvriers. Or, actuellement elle fonctionne avec 350 ouvriers et elle produit, sans aucun risque de faillite. Nous avons commencé sans capital, sans crédits, les fournisseurs exigeaient des prix très élevés et nous devions payer comptant, à l'avance, et en dollars. Ils n'ont exercé de pression sur aucun entrepreneur [qui construisait] comme ils l'ont fait avec nous. Les Zanon ont fait peur à leurs clients ; ils ont exercé des pressions sur les fournisseurs et ils ont payé pour que personne ne puisse exploiter les carrières [d'argile]. Mais nous avons établi des contacts avec la communauté mapuche [Indiens, qui se trouvent dans la cordillère argentine-chilienne]. Et ils nous ont permis de leur acheter de l'argile.

Lorsque vous débattiez de l'occupation, est-ce que parmi vos camarades a été soulevée la question de la propriété privée ?

- ▶ On pourrait évidemment répondre à cette question au plan idéologique. Mais pratiquement, dans le cas de Zanon, il s'agit de la propriété d'un patron licencié et se mettant en faillite qui s'est rempli les poches avec l'argent de la province, de l'argent qui appartient à l'ensemble de la population. Ce fait légitimait la décision des travailleurs de mettre la fabrique au service de la communauté, d'abord en créant des postes de travail et ensuite en participant au plan public de création d'emplois. Nous faisons des donations mensuelles à des hôpitaux, à des écoles et à des garderies.

Que s'est-il passé après l'occupation ? Comment se déroule la production sans propriétaires ?

- ▶ C'était comme un accouchement. Nous avons commencé avec une des chaînes de production, ensuite on a passé à une autre, puis à une troisième, au prix de beaucoup d'efforts. Nous avons peu à peu amélioré l'organisation. Dans chaque section - chaîne, sélection, vente, administration - nous avons élu un coordinateur. Les camarades ont pu développer leurs compétences. Dans le laboratoire l'on a créé les modèles sw catelles "Mapuche" et "L'ouvrier". Et cela a été comme un symbole traduisant le fait de se sentir des travailleurs libérés, qui ont leur avenir entre les mains. En même temps, nous savons que nous ne sommes qu'un grain de sable dans l'immensité d'une plage, et nous sentons une fraternité avec tous les mouvements sociaux, les chômeurs, les membres d'assemblées populaires, les étudiants et enseignants. Et, comme les ouvriers ne peuvent pas tout faire, nous avons fait appel à des techniciens, des étudiants, des professionnels [cadres], sans lesquels nous n'aurions pas pu aller de l'avant.

Dans la conjoncture nationale actuelle, pensez-vous qu'il soit possible d'étendre à d'autres entreprises le modèle que vous avez mis en pratique à Zanon ?

- ▶ Il existe des tentatives pour nous diviser, pour que les travailleurs n'aillent pas dans la rue. L'idée de départ était de nous unir pour exiger l'expropriation. Mais au-delà de la création d'une coopérative ou d'un autre projet, si on ne la déclare pas d'utilité publique et qu'on ne procède pas à une expropriation, on se retrouvera tous à travailler pour un quelconque fonctionnaire ou pour un nouveau patron.

Le modèle que vous avez mis sur pied correspond-il à celui d'un "contrôle ouvrier" ?

- ▶ Il n'y a pas de patron à contrôler. Il s'agit davantage d'une "étatisation" de la fabrique, pour que ce soit le gouvernement qui s'en charge, avec une administration ouvrière directe pour rendre des comptes à la population. C'est là le projet que nous voudrions faire adopter à l'organe législatif.

En général, chaque fabrique a cherché sa solution à un niveau plus individuel, les travailleurs et travailleuses cherchant à devenir davantage comme des associés et les ouvriers comme des patrons. Nous partageons les revendications des camarades qui ont mis sur pied des coopératives, il ne s'agit pas là d'une question de principe. Nous cherchons à conserver les places de travail, et à faire en sorte que tout le monde puisse en profiter.

Mais si l'étatisation des céramistes se concrétise, ils vont devenir des employés de l'Etat ?

- ▶ Cela ne nous pose pas de problème. Ce type d'appréciation est clairement lié à la politique néolibérale telle qu'elle était pratiquée par le gouvernement de Menem, qui attaquait les employés alors que les fonctionnaires volaient des millions.

Quelle différence y a-t-il entre votre modèle et celui d'une coopérative ?

- ▶ A notre avis, il n'y a aucune raison pour que les travailleurs assument les dettes contractées par les entrepreneurs corrompus, ni pour que l'Etat leur verse quoi que ce soit. De même pour les banques, qui ont clairement accordé des crédits à une entreprise que l'on vidait de sa substance.

Mais en dernière analyse, ce n'est pas nous qui pouvons décider de ces questions, qui dépendent du rapport de force que nous obtiendrons. Nous n'excluons pas la possibilité de créer une coopérative ici à Zanon, comme mesure transitoire. Nous voulons éviter d'être obligés d'entrer en concurrence avec des travailleurs d'autres régions, et de devoir dépendre directement du marché. L'objectif fondamental de la lutte est le maintien de la fabrique au service de la communauté.

L'expérience de Brukmann ressemble à la vôtre. Jusqu'à récemment, leur situation a été entravée et on leur disait que c'était parce qu'ils n'avaient pas insisté sur une position maximaliste, de principe. Ne pensez-vous pas que la formule de la coopérative soit plus viable dans la conjoncture actuelle ?

- ▶ C'est une question de décision politique. D'après la loi, pour déclarer une usine d'intérêt public, il n'y a aucune exigence quant à la formation des travailleurs, il n'est pas indispensable qu'il y ait une faillite.

Les discours et les prises de position ne vont pas nourrir nos familles. S'il y a une politique concrète concernant les usines, il faut le démontrer dans les faits. Y compris dans le Mouvement national des entreprises [coordination des entreprises occupées]. Nous avons depuis longtemps l'idée de nous rassembler. Mais le gouvernement veut pouvoir coller à ce mouvement le qualificatif d'"expropriation" pour le réprimer.

Quels sont les antécédents historiques des occupations d'usines ?

- ▶ En Argentine, durant les années 1970, il y a eu l'expérience de l'entreprise pétrochimique PASA, à Rosario, celle d'une usine de papier à Buenos Aires, et celle de l'usine de sucre La Esperanza. Au niveau International, il y a eu beaucoup d'expériences. Au Chili, avant le coup d'Etat, il y avait 160 fabriques occupées sous contrôle ouvrier et cela dans un seul cordon industriel [dans la région suburbaine de Santiago]. Il y a également eu des expériences en Pologne, en Yougoslavie, au Pérou et ailleurs.

Quelles mesures prenez-vous par rapport à l'ordre d'évacuation qui est encore en vigueur ?

- ▶ Il y a des ouvriers qui montent la garde, et cela depuis le premier jour de l'occupation. Cette mesure a même été reconnue par le juge des prud'hommes. Cette garde est indispensable pour surveiller les machines et maintenir l'usine en condition de produire. Notre décision est la suivante : on ne va pas quitter l'usine pour aller se promener,

nous y avons laissé notre vie. Au lieu de devoir couper une route pour obtenir un sac de nourriture ou un plan d'aide [allusion aux activités des piqueteros], nous préférons résister dans la fabrique, y compris au risque de notre vie. Nous avons discuté cela très sérieusement entre nous, nous préférons nous engager pour un objectif majeur, celui d'avoir un vrai travail.

Est-ce que vous avez dû faire un peu de marketing ?

- ▶ La commission de presse s'est montrée très audacieuse. Nous vendons bien, mais nous faisons également du troc, par exemple pour faire de la publicité sur une radio. D'ailleurs, il ressort de chaque conférence de presse que la lutte a servi à quelque chose.

Comment avez-vous réussi à résister durant deux ans à Zanon ?

- ▶ Tout d'abord parce que nous avons des objectifs clairs et une méthode de lutte politique. Nous ne nous sommes pas limités à être dans les rues, avec des barrages et des mobilisations, ni à produire. Nous sommes également restés en dialogue avec la population, et je crois que c'est là que nous avons gagné la bataille la plus importante. À l'intérieur de l'entreprise, c'est le fonctionnement avec des assemblées et avec la démocratie directe qui a été fondamental, puisque cela nous a permis de corriger le tir au quotidien. Aucun dirigeant n'a un mandat fixe, tous les mandats sont révocables. Le fait que chaque camarade qui participe à la lutte soit entendu nous donne une grande force.

Quel a été le rôle de votre stratégie au plan juridique qui a débouché sur la déclaration de faillite contre les entrepreneurs, condamnés pour le lock-out patronal ?

- ▶ Le groupe d'avocats qui a travaillé avec nous depuis le début, le Centre des professionnels pour les droits humains, n'a jamais séparé sa stratégie de la lutte de classes, à niveau quotidien, que menaient les travailleurs et travailleuses. Ce ne sont pas des avocats de bureau, ils ont participé à tous les piquets. C'est pour cela qu'ils ont réussi à obtenir cette faillite historique prononcée par la juge Elisabeth Rivero de Taiana, ou à gagner à Pepsico [usine d'embouteillage de Pepsi-Cola], obtenant la réintégration d'un délégué.

Mais de nouveaux obstacles surgissent. Vous êtes en procès pour une coupure de route.

- ▶ Oui, mais deux ans ont passé, et nous continuons à produire, on a engagé quelque 80 nouveaux collègues. Suite à la lutte, la Justice a destitué les Zanon de la direction, parce qu'on a découvert qu'aucun bilan n'avait été présenté, et que l'abandon de l'usine avait été prémédité [abus de biens sociaux]. Au début, on nous accusait d'être des fous, des gauchistes et des subversifs, mais aujourd'hui il est clair que ce que nous dénoncions était vrai. Nous allons plus que jamais exiger que les travailleurs puissent continuer à s'occuper de l'administration. Et cette exigence est maintenant validée.

Comment interprétez-vous la répression du Mouvement des travailleurs au chômage (MTD) le mardi 25 novembre devant le stade de Ruca Che [depuis fin 2002, un mouvement de criminalisation des piqueteros a été mis en marche] ?

- ▶ C'est une décision politique d'un gouvernement qui monte son projet politique avec des gens comme Ricardo Bussi [député fédéral et fils de l'ex-gouverneur de Tucuman qui a été en 2003 placé sous enquête pour avoir organisé la "disparition" d'un parlementaire de la province] et Luis Patti [homme politique qui a facilité la fuite de militaires tortionnaires recherchés, proche du gouverneur de la province de Neuquen Sobisch], qui veulent se profiler comme la droite nationale et donner en cadeau les ressources pétrolières de la province. Il s'est situé dans le débat national sur les piqueteros, pour montrer qu'il est prêt à mener à bien ses projets, même au prix de morts. Le MTD, Zanon et la Coopération du Alto Valle se battent depuis longtemps pour un véritable emploi. Et les autorités essaient de nous discipliner ; elles veulent faire taire ceux qui réclament leurs droits. Ils ont tiré avec l'intention de tuer, avec des balles de plomb, contre les dirigeants... et cela ne fait que commencer.

Vous sentez-vous visés ?

- ▶

Zanon, usine autogérée argentine : "Nous produisons d'ores et déjà sans risque de faillite"

L'indignation populaire qu'a provoquée la répression a obligé le gouvernement provincial à garder le silence. Mais en dessous a commencé une campagne d'intimidation et de persécution. La police est entrée sans mandat judiciaire dans la maison de Alejandra Torqui, une travailleuse de Zanon et militante du MTD. Elle a perquisitionné ce logement, pris des documents et planté contre la porte trois gilets avec l'inscription du MTD ; ils avaient été séquestrés lors d'une marche il y a quelque temps.

Le camarade Manuel Carrasco a été braqué par des hommes qui se sont identifiés comme appartenant à la police provinciale et qui lui ont dit : "Arrêtez d'embêter avec les dénonciations, car nous vous avons identifié et nous connaissons chacun de vos mouvements." Le lendemain, la même chose s'est de nouveau produite quand il rentrait de la fabrique.

Enfin, il y a eu un vol à l'usine, avec un procédé typique de l'époque de la dictature. Ils sont arrivés dans une Falcon [un modèle de Ford qui était utilisé traditionnellement par la police et les militaires argentins pour les séquestrations durant la période de la dictature], encapuchonnés, avec des pistolets de 9 mm. Ils ont attaché les bras des camarades avec un fil de fer, les ont battus ; et lorsqu'ils ont fui, ils leur ont tiré dessus. Le message est clair : nous allons vous éliminer avec une répression ouverte ou avec des bandes parapolicières comme celle-ci.

Néanmoins, ils sont en train d'aboutir à l'effet contraire. Dans l'usine, la colère gronde, mais il y a aussi une grande détermination au travail. Nous produisons le double. Il n'y a pas de peur, pas le moindre signe qu'on va baisser les bras.

Traduction : A l'encontre.